

**Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !**



**N°79** JANVIER  
2025

Fondée le 1<sup>er</sup> mai 1968  
Relancée en 2010

# la Cause du peuple

causedupeuple.net

**JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE**

## LA VICTOIRE OU LA VICTOIRE



NOTRE MOUVEMENT

Lannemezan : retour sur  
la grande manifestation  
d'octobre 2024

P. 8

LES CHEMINS DU POUVOIR

La situation de la  
Résistance en Palestine  
et au Liban

P. 14

ACTUALITÉS NATIONALES

Le 6 décembre : un jour  
historique, reflet de la  
nouvelle époque

P. 16



## EN UNE

Manifestation pour la libération de Georges Abdallah devant sa prison à Lannemezan, dans les Hautes-Pyrénées, le 6 avril 2024.

## ÉDITO

# La victoire ou la victoire !

Il y a quelques temps en France, ils n'étaient pas nombreux ceux qui osaient prononcer à haute voix ce mot : victoire. C'est que des décennies d'opportunisme et de reculs nous ont habitués à toujours parler seulement de « défense de nos acquis », « lutte contre la réforme X ou Y » et tout ce qui amène au final à voir surtout l'aspect de la défaite. Il y a 30 ans, la bourgeoisie impérialiste donnait des miettes aux mouvements sociaux comme si c'étaient des pigeons : ils appelaient ça la social-démocratie. Maintenant, même les miettes sont trop chères, alors ils ont augmenté les coups de matraques et les arrestations.

Et pourtant : voilà plusieurs années que le monde change, dans la crise. Quel meilleur exemple que le peuple palestinien héroïque et son V de la victoire ! Ce symbole si simple, si puissant, qui tout d'un coup se propage dans le monde entier avec un sens pur et clair : victoire pour la résistance, la victoire ou la victoire !

Voilà un slogan que notre camarade Georges Ibrahim Abdallah, enfermé 40 ans dans les geôles françaises, n'a pas découvert hier. Il l'a scandé derrière les barreaux, et il l'avait en tête bien avant son arrestation, lui qui a donné sa vie à l'émancipation humaine ce qui voulait dire chez lui : liberté pour le Liban et la Palestine, à bas l'impérialisme ! Et désormais, c'est une réalité.

Une réalité car la décision de justice a été rendue : Georges Abdallah doit être libre. L'acharnement politico-juridique de l'État français et des impérialistes depuis ce jour n'est pas un signe de force mais bien de faiblesse. C'est le vautour qui tente de s'accrocher à sa proie mais qui ne voit pas que celle-ci est vivante, vivace, puissante et s'est défaite de ses griffes.

Et cette victoire n'est pas tombée du ciel : c'est 40 ans de combat, et une intensification continue de la mobilisation populaire qui a culminé dans la grande manifestation de Lannemezan où 4000 personnes ont exigé sa libération. Comme l'a dit la justice bourgeoise elle-même dans sa décision : le maintien en prison de Georges Abdallah pose désormais un problème de troubles à l'ordre public. Et immédiatement après la publication de cet éclair de lucidité en novembre, le 6 décembre, des blocages de fac et de lycées sont venus confirmer la crainte des juges.

Voilà, prenez-en de la graine, ennemis et faux alliés du mouvement ouvrier : c'est ça le véritable rapport de forces ! Ce n'est pas juste de s'asseoir en assemblée générale, d'organiser une grève perlée ou une marche funèbre d'un point A à un point B d'une ville. C'est l'union et la mobilisation générale de sections larges et variées des masses vers un objectif précis ; avec des moyens toujours renouvelés, qui as-

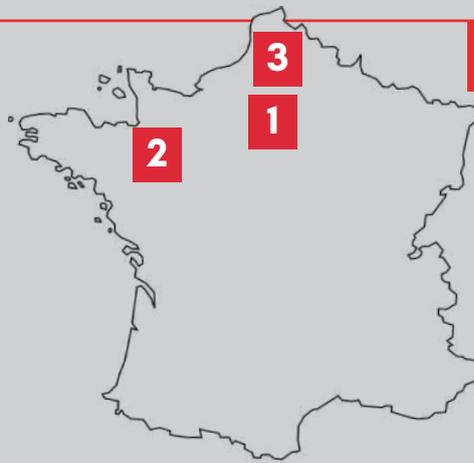
## SOMMAIRE

- 4 Meurtre de Babacar : bientôt 10 ans d'impunité pour la BAC de Rennes
- 6 3<sup>ème</sup> Congrès de la FSE : un tournant dans le développement d'une organisation de masse étudiante !
- 7 Des « Noëls populaires » dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement lyonnais
- 8 Lannemezan : retour sur la grande manifestation d'octobre 2024
- 9 Chute de Barnier et nomination de Bayrou : la République des repris de justice
- 10 L'État de droit et la bourgeoisie : Retailleau teste les eaux pour les réactionnaires
- 14 La situation de la Résistance en Palestine et au Liban
- 16 Le 6 décembre : un jour historique, reflet de la nouvelle époque
- 18 Au Brésil, la révolution agraire pose les bases de la révolution démocratique
- 20 Syrie : Assad renversé, la Turquie, Israël et les États-Unis
- 22 25 Novembre : une mobilisation sous la bannière de l'anti-impérialisme contre les violences faites aux femmes
- 23 Arcane, un reflet de notre époque

## la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause\_du\_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.



socient le long et ardu travail d'une Campagne Unitaire avec l'explosion et l'audace des actions de blocage, des manifestations combatives et des liaisons multiples qu'elles soient avec la Palestine, les syndicats ou les quartiers. Voilà ce qu'est un plan de bataille!

C'est un point idéologique fondamental : en ce qui concerne la révolution en France, il faut partir de la situation des « deux collines », celle des réactionnaires, et celle des révolutionnaires. Nos victoires sont leurs défaites : pourquoi aurions-nous peur d'affirmer que nous luttons pour vaincre? Nous avons l'optimisme chevillé au corps précisément car nous ne passons pas notre temps à scruter la réaction, nous célébrons les succès des masses, nos succès, des plus petits dans les quartiers où l'on installe le chauffage, aux plus historiques comme la mobilisation populaire pour Georges Abdallah.

Les défaitistes du mouvement ouvrier vont devoir s'habituer à ce qu'autour d'eux, dans toutes les réunions et actions, émergent la tête haute ceux qui n'ont pas peur de la victoire. Ceux pour qui la victoire n'est pas un mirage mais une nécessité, pour sortir de la misère, pour transformer le monde en faisant bien plus que libérer le plus vieux prisonnier politique d'Europe. Le vent qui souffle est celui des temps historiques : c'est l'offensive stratégique partout dans le monde et en France aussi, nous sentons souffler cette tempête. Accueillons-la : c'est celle des peuples opprimés du monde entier qui nous crient : la victoire ou la victoire!

### 1 VAL D'OISE : UN MOIS DE BLOCAGE DES DÉPÔTS À CERGY-PONTOISE!

Pendant plus d'un mois, les grévistes du réseau de bus du val d'Oise ont fait grève contre la baisse de la rémunération et la dégradation des conditions de travail qui fait suite au changement d'opérateur du réseau. Les dépôts étaient bloqués par les ouvriers, et ce n'est que l'intervention de la police sur ordre de l'entreprise et des pouvoirs publics qui a conduit au déblocage. Depuis, bien que des bus circulent dans le Val d'Oise, ce ne sont pas les machinistes et salariés habituels qui sont aux manettes : « Les bus qui sont sortis du dépôt ce vendredi sont conduits uniquement par des intérimaires », assure un syndicaliste. « Tous les autres chauffeurs ont exercé leur droit de retrait. »

### 2 RENNES : GRÈVE DES SALARIÉS D'APF FRANCE HANDICAP

Une structure associative en grève. Voilà ce qu'on a pu voir à Rennes, où APF France Handicap, qui gère les structures adaptées pour les personnes en situation de handicap, est en grève. Un plan social a été décidé par la direction, qui menace 300 à 400 emplois. Les salariés qui ne sont pas concernés sont quand même solidaires du mouvement et posent la question suivante : comment la surcharge de travail sera-t-elle gérée? L'État bourgeois refuse de financer depuis le Covid. Il laisse crouler sous les dettes les associations qui font ce qu'il ne souhaite pas faire lui-même. Qui paiera la facture? Non pas les principaux responsables, mais les salariés et les personnes handicapées qu'ils aident au quotidien.

### 3 AMIENS : GRÈVE À LA SNCF FACE À L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE

Le mouvement national de grève à la SNCF par les cheminots contre le démantèlement du fret touche toute la France. Mais à Amiens, une nouvelle structure, « l'étoile d'Amiens », marque l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire, avec 450 agents et une dizaine de lignes à son actif pour son lancement. Face à cette transition imposée vers le privé, les cheminots se mettent en grève : « On nous demandé de signer un contrat en blanc » dénonce un cheminot de la Somme. Il dénonce : « S'ils veulent nous faire travailler 7 jours sur 7, faire les 3 x 8, sacrifier notre vie de famille - on ne pourra que se taire. Ce sera soit ça, soit on démissionne, soit on sera licencié si on ne fait pas l'affaire. » Cette « expérimentation » à Amiens ne manquera pas d'inspirer les bourgeois des 4 coins du pays, il faut donc leur montrer un front de lutte uni contre leur projet!

### 4 5 DÉCEMBRE : 200 000 MANIFESTANTS ET DES TAUX DE GRÈVES ÉNORMES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le 5 décembre, l'appel à la grève des syndicats dans la fonction publique a largement été entendu. 200 000 manifestants ont défilé en France, et des centaines de milliers supplémentaires ont fait grève que ça soit dans l'éducation ou bien la fonction publique territoriale. Les cortèges et taux de grève étaient les plus importants depuis le début de l'année 2023 au lancement de la bataille des retraites. En Haute-Garonne par exemple, 85% des personnels des écoles étaient en grève et 150 écoles étaient fermées. Cela montre la réalité de la situation sociale et que la base de masse existe pour un mouvement d'ampleur pour les salaires et les conditions de travail. Il faut désormais dépasser le cadre limité de la grève ronronnante du mardi ou du jeudi, et assurer des victoires à la mobilisation pour qu'elle s'étende.

# Meurtre de Babacar : bientôt 10 ans d'impunité pour la BAC de Rennes

**Babacar Gueye a été assassiné par la police dans la nuit du 2 au 3 décembre 2015 à Rennes. Depuis, la justice et la police œuvrent main dans la main pour protéger les auteurs du crime, mais sa sœur se bat pour qu'une vraie justice soit rendue à Babacar.**

« Je suis né il y a 27 ans dans un pays merveilleux. Pour venir ici, j'ai voyagé longtemps. À pied, en charrette, en voiture, en bateau. J'ai dû me débrouiller, c'était dur, mais je suis resté courageux. Et me voilà ici. »

Ces mots sont ceux de Babacar Gueye, rédigés peu avant sa mort. Nous sommes le 2 décembre 2015, dans le quartier prolétaire de Maurepas, à Rennes. Babacar, un jeune Sénégalais de 27 ans, s'apprête à passer la nuit chez un ami. Sans papiers, il a quitté le Sénégal pour rejoindre sa sœur l'année passée. Awa est résidente en France depuis 2013. Il apprend le français, s'intègre à la vie du quartier, fait du sport, de la danse, et attend la réponse de la préfecture sur sa demande de titre de séjour.

Depuis quelques jours, Babacar souffre de problèmes de santé qui vont en s'aggravant et prennent la forme de crises d'angoisse violentes et d'hallucinations, qu'il peine à maîtriser. Cette nuit-là, la crise semble plus

intense qu'habituellement. Babacar commence à se scarifier avec un couteau de table. Son ami panique et appelle les pompiers. Quelques minutes plus tard, sans qu'on ne sache pourquoi, ce sont huit flics lourdement armés qui font irruption dans l'immeuble. Babacar meurt, touché de cinq balles.

« Ils lui ont tiré dessus au taser, mais le taser n'a pas marché. Ils lui ont crié de lâcher son petit couteau de table qu'il utilisait peu de temps avant pour se scarifier l'abdomen. Mais encore fallait-il qu'il comprenne ce qui était en train de se passer. Il faisait nuit et ils étaient huit, quatre de la BAC et quatre de la police nationale. Ils ne l'ont pas aidé et ils l'ont tué. Les pompiers ne sont pas intervenus, ils n'en ont pas eu le temps car il avait déjà reçu une puis quatre balles dans le corps. Deux mortelles. [...] Babacar agonisait dans la cage d'escalier et ils l'ont menotté. Laissé sur le sol un temps qu'on ne connaît pas. Une demi-heure, une heure, peut-être deux. Nous ne savons pas car nous n'y étions pas, mais leurs histoires on les connaît, et on n'y croit pas. »<sup>1</sup>

Si l'enfer est déjà là pour les proches de Babacar, c'est pourtant ici que la corruption générale commence : peu après leur crime, les



▲ Awa, la sœur de Babacar Gueye, lors de la marche pour son frère à Rennes le 7 décembre 2024.

policiers ont fait corps. Plaidant la légitime défense, ils ont porté plainte contre Babacar à titre posthume pour tentative de meurtre<sup>2</sup> : ce serait lui qui les aurait menacés avec un couteau de table et qu'ils auraient été incapables de maîtriser. L'autopsie révèle qu'aucune balle n'est arrivée de face et que les tirs sont tous en trajectoire descendante. Quatre sont arrivées de côté, et de haut en bas, une autre est entrée par la fesse gauche de haut en bas.

Dans le même temps, la France presse le Sénégal de récupérer la dépouille. La corruption impérialiste pousse le consul sénégalais à adresser une lettre à ses compatriotes, précisant que : « Les autorités compétentes au Sénégal et en France demandent aux Sénégalais (...) de ne point participer à une quelconque marche encore moins de s'épancher dans les médias. » Courant 2018, l'arme et les deux chargeurs sont détruits « malencontreusement », lors d'un tri des scellés.

9 ans après, Awa et le collectif Vérité et Justice luttent toujours pour que le quartier n'oublie pas le nom de Babacar. Appel a été fait du dernier non-lieu, prononcé en mai 2023, malgré le harcèlement policier que subit Awa. 9 ans après, une nouvelle marche a rendu hommage à Babacar et à toutes les victimes des violences bourgeoises et racistes de la police française (photo à gauche).



1. Extrait de récit disponible sur le site Justice pour Babacar.  
2. La plainte a été déposée et reçue en commissariat alors que le droit français ne permet pas de porter plainte contre une personne décédée.

## Toulouse : 300 salariés en manifestation combative pour l'emploi et l'industrie

Le jeudi 12 décembre, un appel national à la mobilisation pour l'industrie a résonné à Toulouse dans une manifestation déterminée de 300 salariés. Réuni à Thalès Alénia Space, qui supprime plus de 1000 postes en France, le cortège s'est élané et est passé par Continental Automotive qui veut licencier 240 personnes entre Toulouse et Rambouillet, pour enfin arriver à la Carsat.

La CGT était le fer de lance de cette mobilisation, avec l'Union Locale du Mirail, l'Union Départementale 31 et l'Union Régionale Occitanie qui sont venues appuyer les syndicats des entreprises concernées par les mal nommés « plans sociaux ». On pouvait lire sur les banderoles des syndicats : « Unis dans la bataille pour l'industrie, défendons notre travail! » C'est un message de classe fort qui s'est exprimé ce jour-là.

À l'échelle nationale, cet appel a conduit à plus de 120 rassemblements en réponse aux plans de la bourgeoisie monopoliste de supprimer 300000 emplois industriels en France. Cela représente en quelques mois 15% des sup-



pressions de postes qui ont eu lieu en 50 ans de désindustrialisation. Bien sûr, les directions d'entreprise affirment proposer des portes de sortie aux salariés. Mais en réalité, la bourgeoisie joue à un jeu pervers : elle jette d'un côté les salariés des industries relativement installées, y compris des cadres et ingénieurs, pour rembaucher de l'autre côté dans de nouvelles usines des ouvriers aux conditions d'emploi et de travail dégradées. Les actionnaires et grands patrons pensent ainsi organiser la réindustrialisation tant demandée à moindres

frais : sans syndicat, sans lutte de classes. Ils se trompent lourdement!

Là où la bourgeoisie attaque, la classe ouvrière a le devoir de contre-attaquer. Elle n'observera pas sans rien faire là où on tente de l'encercler : elle répond par la lutte de masse et de classe. L'avenir appartient aux travailleurs avancés qui ne se contentent pas de résister à cette attaque pour leurs propres gains immédiats, mais qui s'unissent à leurs frères et sœurs de classe dans le monde et dans leurs pays respectifs pour pousser plus loin la lutte.

## Nantes : la collectif Front Uni de la Restauration devient un syndicat CGT

C'est un jour historique : le 4 novembre, le Front Uni de la Restauration 44, dont nous avons rapporté les actions, est officiellement devenu un syndicat à l'unanimité. Le nouveau syndicat CGT 44 des salariés de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés est le premier de la région.

Dans un communiqué de presse, il déclare : « Cette avancée est le fruit de mois et d'années de luttes et d'actions menées par des camarades du secteur de la restauration répondant aux besoins de protection, de justice et de reconnaissance de nos droits. [...] La création de ce syndicat marque une

étape clé : elle nous donne le pouvoir de nous unir, de nous organiser autour de revendications communes, et de prendre conscience de notre force collective. [...] Le syndicat nous apporte bien plus que la solidarité. Désormais, nous avons accès à des formations, des locaux et des outils qui nous permettent de mieux comprendre nos droits et de les défendre efficacement au sein de nos lieux de travail. [...] En rejoignant le syndicat, chacun-e d'entre nous contribue à une force collective qui nous protège et nous donne les moyens de changer nos conditions de travail. [...] La lutte est

sans fin, mais elle est la clé d'un avenir plus juste et plus digne pour les salarié-e-s, de la restauration, comme d'ailleurs. »

Cette annonce exemplaire, dans un secteur où l'exploitation est permanente, agressive et ultra visible dans tous les coins, est un appel aux millions de travailleurs de secteurs peu syndiqués : la lutte paie, l'organisation collective n'est pas seulement possible, elle est une nécessité! Quiconque soutient la classe ouvrière ne peut que souhaiter que ce nouveau syndicat fasse tache d'huile et que ses belles leçons se répandent partout.



# 3<sup>ème</sup> Congrès de la FSE : un tournant dans le développement d'une organisation de masse étudiante !

**Au mois de novembre, la Fédération Syndicale Étudiante (FSE) a organisé son 3<sup>ème</sup> Congrès. Plus de 80 délégués y ont participé, représentant 13 villes différentes. Cet événement marque un beau succès et un tournant dans le développement d'une organisation de masse étudiante.**

En plus de changements dans la direction élue à l'unanimité, le congrès a permis d'adopter de nouveaux points d'unité et des textes de revendication pour une université et des étudiants au service du peuple, afin d'abattre les murs de l'université en combattant la dépolitisation et l'isolement souhaités par la bourgeoisie. La FSE se place donc du côté des masses en général et refuse que les étudiants soient emprisonnés dans les « temples du savoir » pour se préparer au marché du travail. Ils doivent au contraire être de toutes les luttes, pratique et quotidienne dans et en dehors de la fac, mais aussi idéologique.

Le congrès a eu lieu dans un contexte où la FSE s'est largement renforcée et où le nombre de sections sur différents campus est en augmentation. Grâce à cette nouvelle orientation,

la FSE souhaite ainsi être prête pour impulser et diriger des luttes offensives dans les universités et soutenir les luttes des travailleurs en général.

Ce dernier lien a été un sujet majeur du congrès, notamment le lien avec la CGT. Jean-Paul Delscaut, de l'UD CGT du Nord, condamné pour son soutien à la Palestine, a ouvert une des sessions du congrès en saluant les délégués et cela a permis de développer des discussions avec les syndiqués de Lille et du Nord en général. En plus de sa présence, des invités s'étaient déplacés à l'appel de la FSE : la CGT FERC Sup, la FSU Lille, les amis de Martha Desrumeaux, le Comité Sans Papiers 59, le Bureau National Unifié de JR/LJR et enfin notre journal.

A peine quelques semaines après le congrès, ses résultats pratiques voient le jour : préparation à l'ouverture de nouvelles sections, appel au blocage des universités pour Georges Abdallah le 6 décembre, préparation d'actions contre le manque de moyens à l'université... La FSE est une organisation active et combative, comme le prouve le fait que pendant le congrès, alors que 80 délégués étaient réunis, l'activité ne s'est pas arrêtée : 2 blocages de fac à Paris (P4 et P8) et des

permanences syndicales dans les sections ont été menés par les activistes qui ne participaient pas au congrès.

Ce congrès et ses développements qui commencent à être visibles sont donc une excellente nouvelle pour celles et ceux qui espèrent que le mouvement étudiant renoue avec la combativité et l'unité sur une ligne de classe. C'est un vrai tournant vers ce but !



# Des « Noëls populaires » dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement lyonnais

**Le 15 décembre, les activistes des CPES des quartiers Mermoz et Etats-Unis à Lyon se sont mobilisés conjointement pour fêter la fin d'année et distribuer des cadeaux aux enfants.**

Le CPES des Etats-Unis a organisé le « Noël Rouge » dans un local de commerçants du quartier, heureux d'accueillir l'évènement. Une vingtaine d'adultes et autant d'enfants étaient présents. Les CPES se veulent des outils politiques qui mobilisent et organisent les habitants; c'est donc logiquement que l'après-midi s'est ouverte par une réunion. Un bilan de l'année a été fait avec les habitants, principalement des femmes du quartier, qui se sont mobilisées à de nombreuses reprises dans plusieurs luttes. Un tableau a ensuite été dressé, pour que les habitants puissent écrire ce qu'ils souhaitaient voir pour l'année prochaine.

Dans le même temps, des tables ont été dressées par le CPES de Mermoz, dans deux lieux : sur le city du quartier de Mermoz lui-même, mais aussi quartier Paul Santy, également sur le city central au milieu de la cité. Les enfants ont été des dizaines à se presser pour prendre les cadeaux. Les habitants ont accueilli avec

plaisir ces activités, trop rares dans le quartier selon leurs propres dires - même si les CPES animent de plus en plus tout le 8<sup>ème</sup> arrondissement.

À Santy également, un grand tableau a permis aux enfants de dessiner leurs idées pour le quartier, mais aussi leurs envies, simples, pour chez eux; avoir une chambre pour chacun, ou même pour deux, du chauffage, une maison sans cafards, les encombrants et les poubelles débarrassées... Ce sont

**« Dans tous les quartiers, c'est une véritable guerre contre les pauvres pour les chasser de leur quartier, le diviser et briser la solidarité. »**

les mêmes choses qui reviennent à Mermoz et



aux Etats-Unis. Les activités socio-culturelles ne sont pas de simples activités de charité. Comme nous l'explique Jordan, militant du CPES : « Le but est de faire rentrer la politique à travers des activités collectives, et de faire comprendre aux habitants qu'on doit tout prendre en main par nous-mêmes : les activités sociales, des cadeaux de Noël au ramassage des ordures, les luttes contre le bailleur social, mais aussi les luttes politiques comme pour la Palestine ou pour le boycott des élections. L'État nous prend pour des idiots, nous devons le comprendre et nous organiser nous-mêmes. » Enfin, les activistes, habitants et enfants ont brandi dans chaque évènement une banderole en soutien au quartier de l'Alma de Roubaix, dont les habitants se mobilisent de manière combative et exemplaire pour défendre leur quartier contre la gentrification. La situation de l'Alma, selon Yasmine, est une « situation que l'on retrouve dans tous les quartiers, c'est une véritable guerre contre les pauvres pour les chasser de leur quartier, le diviser et briser la solidarité. »

Les activités ont permis de développer des discussions avec les adultes présents et de présenter le Comité, ainsi que de renforcer les liens avec les habitants. Pour les activistes du CPES, c'est une grande réussite, puisque ce sont 100 à 200 personnes qui se sont rassemblées autour d'un évènement convivial qui a permis de dresser des plans pour l'an prochain.





## Lannemezan : retour sur la grande manifestation d'octobre 2024

**Samedi 26 octobre s'est déroulée la grande manifestation pour exiger la libération de Georges Abdallah, combattant communiste libanais détenu en France depuis 40 ans. Après avoir déposé sa 10<sup>ème</sup> demande de libération conditionnelle, le délibéré de la justice de mi-novembre a validé sa libération – Georges Abdallah étant officiellement libérable depuis 1999.**

### Une manifestation massive et combative

La manifestation s'est tenue aux abords de la prison de Lannemezan, à l'appel de la Campagne Unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (CUPLGIA). Elle a réuni plus de 4 000 personnes. Une série d'actions se sont déroulées le long du cortège et des grilles de la prison, menées par des activistes déterminés, soutenus par l'ensemble du cortège. Tout d'abord, un grand cortège combatif et rouge, dans lequel participaient des personnes venues de toutes la France à l'appel des organisations de jeunesse révolutionnaire et étudiante. Ensuite, des œufs de peinture ont été lancés sur une voiture des forces de répression, car il a été rappelé que c'est bel et bien l'appareil répressif de la bourgeoisie française qui maintient Georges Abdallah en prison et a

arrêté et tenté d'intimider des milliers de personnes pour leur soutien à la Palestine depuis un an. Enfin, devant la prison, un mannequin représentant Netanyahu a été brûlé, lui qui est le chien de garde des impérialistes US dans le Moyen-Orient et le chef politique de l'armée génocidaire à Gaza et en Cisjordanie.

Le jour même, les organisateurs ont salué la réussite de la mobilisation, la manifestation réunissant plusieurs milliers de soutiens venus des quatre coins du pays. La camarade Suzanne, décédée peu de temps avant la manifestation, a été honorée tout au long de celle-ci. Son rôle dans la formation du collectif pour la libération de Georges Abdallah il y a 20 ans a été rappelé. Enfin, la déclaration de Georges Abdallah lui-même a été lue, et a notamment captivé l'auditoire pour son mot d'ordre clair : « *Gaza ne fera jamais flotter le drapeau blanc de la capitulation !* »

### Un succès qui démontre que la Campagne Unitaire fédère un mouvement populaire

Le succès énorme de la manifestation, qui a réuni presque davantage de personnes que le nombre d'habitants de Lannemezan, est le fruit d'un travail de longue haleine entamé il y a des années et incarné, notamment, par la Campagne Unitaire.

Il y a 10 ans, les manifestations devant la prison avaient déjà lieu. A cette époque, elles rassemblaient, tout au plus, quelques centaines de personnes. Mais ces personnes et collectifs avaient déjà compris ce qu'incarnait Georges Abdallah, et c'est par un travail long et durable d'unification et d'impulsion d'initiatives diverses que cette lutte a pu se développer.

Le rôle de la Campagne Unitaire, qui a réussi à rassembler et réunir toutes les forces autour d'un plan de bataille, de grandes dates clés, de manifestations massives et d'actions combatives, est impossible à nier pour quiconque.





Aujourd'hui, les appels de la Campagne Unitaire trouvent un écho dans une quinzaine de villes, et les rassemblements à Lannemezan sont devenus des manifestations de milliers de personnes, si bien que le chemin vers la prison est trop étroit pour contenir tout ce monde!

La lutte pour la libération de Georges Abdallah n'est pas une simple fin en soi : elle est un cri et un appel à la libération de tous les prisonniers politiques révolutionnaires en France et à l'étranger. Et c'est en étant bien consciente de cette mission là que la Campagne Unitaire s'est développée. Il est temps pour elle de marcher à la victoire.

► Regarder le reportage vidéo de la manifestation d'octobre 2024 :



▲ En bas à droite, un mannequin à l'effigie de Netanyahou.



◀ Portrait de la camarade Suzanne, décédée peu de temps avant la manifestation.



## Chute de Barnier et nomination de Bayrou : la République des **repris de justice**

**Il fallait être aveugle pour ne pas le voir : le gouvernement Barnier était un fusible pour Macron, sa chute sur la question du budget n'était pas seulement attendue, elle est la conséquence de son rôle : un gouvernement de l'austérité, qui fait payer la dette aux prolétaires. Ramener le budget dans le vert sans se faire censurer ? C'était mission impossible tant l'opportunité était belle pour le RN et le NFP pour faire leurs choux gras sur cet échec.**

Après une semaine de flottement, où tous les suspects habituels, de LFI au RN en passant par le PS et le PCF, se sont agités comme des poulets sans tête avec les hypothèses les plus absurdes de « démission » et de « premier ministre de gauche », Macron a nommé son ancien « commissaire au plan » François Bayrou en tant que Premier Ministre.

Le rôle de son gouvernement ne change en rien de celui de Barnier : sa marge de manœuvre est donc la même. Quand une crise politique devient une crise de régime, il ne suffit pas que les têtes changent pour que les problèmes s'évaporent. Au contraire, ils prennent de nouvelles formes et deviennent plus caricaturaux qu'ils ne l'étaient.

C'est ce qu'il se passe avec Bayrou : l'éternel loser à la présidentielle; le gifleur d'enfants dans les cités de Strasbourg; le premier à avoir fait interdire le voile à l'école et appuyé sur les folies réactionnaires il y a 30 ans quand il était ministre. Nous avions Barnier, le réactionnaire technocrate, altier, nous aurons Bayrou, le ré-



▲ François Bayrou au tribunal de Paris, le 7 novembre 2023.

actionnaire benêt, brute, LE politicien parmi les politiciens.

Macron nous amuse : il nomme celui qu'il a évincé il y a quelques années. Il place là un homme de main qui lui a craché dessus, et qu'il a piétiné en retour. Pendant que Marine Le Pen est jugée pour avoir profité de fonds public avec son parti, le nouveau premier ministre est lui-même en attente d'un procès en appel pour exactement la même chose.

Voilà un développement concret du processus de réactionnarisation : comme Olaf Scholz en Allemagne en 2021, le chef du gouvernement français est lui aussi un magouilleur, un truand, et ceux qui l'attaquent, de la gauche à l'extrême droite, ne sont pas différents. N'est-ce

pas Mélenchon qui s'est exprimé contre l'inéligibilité de Le Pen car cela pourrait menacer des gens de son propre parti, à commencer par Chikirou, mise en examen dans une affaire de comptes de campagne ?

Elle est loin, la « moralisation de la vie politique » du premier mandat de Macron. Pendant que le monarque présidentiel observe le panier de crabes de l'Assemblée nationale gaie-ment entre deux voyages en tant que VPR de la bourgeoisie, les masses populaires de France paient l'addition chaque jour. Il n'y a pas de « fatigue démocratique » en France : il n'y a que la réalité que les masses ne peuvent pas être dirigées comme avant, et la poursuite de cette crise le confirme. Ce n'est qu'un début !

---

**“ Il n'y a pas de « fatigue démocratique » en France : il n'y a que la réalité que les masses ne peuvent pas être dirigées comme avant, et la poursuite de cette crise le confirme ”**

---



## L'État de droit et la bourgeoisie : Retailleau teste les eaux pour les réactionnaires

C'est une déclaration qui a quelques mois : Retailleau, ministre de l'Intérieur réactionnaire, a dit en interview : « *L'État de droit, ça n'est pas intangible ni sacré. C'est un ensemble de règles, une hiérarchie des normes, un contrôle juridictionnel, une séparation des pouvoirs. Mais la source de l'État de droit, c'est la démocratie, c'est le peuple souverain.* »

Cette sortie médiatique, qui revient à nier le cadre juridique des principes démo-bourgeois avec lequel fonctionne la 5<sup>ème</sup> République, a fait grand bruit mais... elle n'a pas été unanimement dénoncée, au contraire. Pourquoi est-ce important ?

**Pourquoi l'État de droit a-t-il été créé et défendu par la bourgeoisie ? Pourquoi le renier maintenant ?**

La formation progressive de l'État de droit dans les démocraties bourgeoises est à chercher en France, en Angleterre et en Allemagne, où son développement s'est fait sous l'influence des révolutions bourgeoises et de leurs succès et échecs en plusieurs siècles depuis le Moyen-Âge.

Fondamentalement, cela implique que l'État respecte le droit qu'il a lui-même fixé, et organise donc la justice de façon « rationnelle » et libérale : égalité des individus devant la loi, pas de privilège, pas de passe-droit... Là où dans la tradition anglo-saxonne, c'est avant tout l'individu-roi du libéralisme (le bourgeois) qui est protégé ainsi, en France il y a une tendance à étendre l'État de droit à la garantie des droits fondamentaux comme les droits de l'homme.

Bien sûr, à notre époque qui est celle de l'impérialisme et des révolutions, ces belles paroles bourgeoises se sont depuis longtemps retournées : le droit et la justice défendent bel et bien une classe, la classe bourgeoise, et l'État n'hésite pas à intervenir et faire condamner ceux qui le gênent. C'est ce qu'ont montré les pressions pour des condamnations record et fermes lors des Gilets Jaunes ou bien lors des glorieuses révoltes de Juin 2023.

**Qu'un ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire la personne en charge de la réelle base de l'État, dise cela, est un développement inédit qui aurait été impossible quelques années en arrière**

Toujours est-il que ce concept est affirmé du bout des lèvres, depuis plus de 100 ans, par tous les bords politiques bourgeois : gauche ou droite. Donc, qu'un ministre de l'Intérieur en exercice, c'est-à-dire la personne en charge de la réelle base de l'État, ses forces armées intérieures (police, gendarmerie...), dise cela, c'est un développement inédit qui aurait été impossible quelques années en arrière. Mais Retailleau met le pied dans la porte car il sait que l'État bourgeois doit étendre son pouvoir

pour lutter contre la crise.

**Qui, comme Retailleau, est prêt à franchir le Rubicon de la négation de la démocratie bourgeoise ?**

Mais il n'y a pas que l'individu Retailleau qui voit que l'État bourgeois, pour se maintenir, doit se séparer de ses voiles démocratiques et montrer à tous son visage monstrueux qu'il ne fait que camoufler.

Il y a d'abord son parti, LR, et les 170 députés et sénateurs qui ont signé une tribune en soutien à la déclaration du ministre. Il y a aussi, par extension, le RN et le reste du gouvernement, y compris Macron à la tête de l'État, qui ont appuyé. La gauche, dans son opposition politique comme juridique, est hypocrite, car elle est prisonnière, comme Retailleau, de la fausse opposition liberté contre sécurité. L'État de droit garantirait la liberté, mais l'outrepasser garantirait la sécurité.

Sauf que rien dans ce bas monde n'est si spirituel et abstrait que ça. Tout est concret. Et concrètement, la négation de l'État de droit c'est la porte ouverte aux lois spéciales, aux arrestations arbitraires et aux enfermements permanents sans raison. Tout un tas de chose qui aujourd'hui deviennent d'actualité pour la bourgeoisie et son parti unique. On ne défendra pas nos « libertés » en préservant l'État de droit, mais bel et bien en abattant la machine d'État de la bourgeoisie tout entière, tout en construisant sur ses cendres l'appareil d'État qui garantit le pouvoir à la classe ouvrière.

# Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

## 1 BRÉSIL

Fin septembre, les paysans occupant les terres de Barro Branco, dans le nord-est du Brésil, ont fait face à l'invasion de 50 hommes armés. Avec 3 pelleuses, ils ont pénétré sur les terres des paysans en essayant de détruire leurs maisons et le siège de l'association. Mais la résistance féroce des paysans et des étudiants a forcé les criminels à battre en retraite.

La milice tentait ainsi de défendre le processus d'accaparement des terres initié il y a 9 ans par le grand propriétaire et voleur de terres Guilherme Maranhão. Ses méthodes pour intimider les paysans pauvres sont ignobles : il envoie fréquemment des hommes de main pour les menacer de mort, verse du poison dans les sources d'eau et détruit les plantations des paysans. Face à ces agressions constantes, les paysans ont commencé à lutter collectivement, organisant des manifestations, distribuant des tracts, tenant des assemblées populaires... Les femmes jouent un rôle essentiel dans cette lutte. Elles forment la première ligne dans l'affrontement et l'organisation, en dirigeant des comités de travail et accomplissant des tâches ardues dans divers domaines : santé, alimentation, agitation et propagande, construction de clôtures, collecte de fonds pour l'association... Mais aussi dans le combat quotidien contre la police locale et les milices et, principalement, en élevant idéologiquement la lutte face aux propriétaires terriens.

Sandra (nom d'emprunt) n'a pas hésité à s'engager dans la lutte pour la terre et à se mêler à la foule des paysans et des étudiants : « *J'y suis allée, seule, la faucille à la main, seule et avec Dieu. Mon homme m'a alors dit : "Tu vas là, toute seule, au milieu de ces gens ? Pour l'amour de Dieu, reviens !", et j'ai dit "Je ne reviendrai pas du tout", j'ai mis la faucille sur mon dos et je suis partie.* » Après avoir rejoint ses camarades, un des policiers qui les affrontaient derrière une église l'a interpellée : « *L'un d'eux m'a dit de ranger la faucille et d'entrer [dans l'église], je lui ai dit "Tu crois que je suis comme toi, hein ? À me cacher, de peur d'être abattue. Je vais rester avec les jeunes et les gens, et leur dire que si je meurs, je mourrai très satisfaite. Je vais verser mon sang dans la lutte!"* »

## 2 AUTRICHE

Le 10 novembre 2024, une Conférence nationale sur la Palestine a été organisée à Vienne. Cette rencontre, qui a rassemblé plus de 300 participants venus de toute l'Autriche, a été organisée par l'Action pour les droits démocratiques du peuple (ADRV). Parmi les participants réunis sous le slogan « Liberté pour la Palestine », on compte plusieurs associations, collectifs et organisations, comme la Coordination anti-impérialiste (AIK), les Amis du peuple philippin en lutte... L'événement a été un grand succès.



Lors de la conférence, des salutations internationales envoyées spécifiquement par des organisations de France, de Suède et de Malte, ainsi que par le Comité de coordination de la Ligue anti-impérialiste (AIL) ont été lus. Cela souligne une fois de plus l'importance internationale du mouvement de solidarité avec la Palestine.

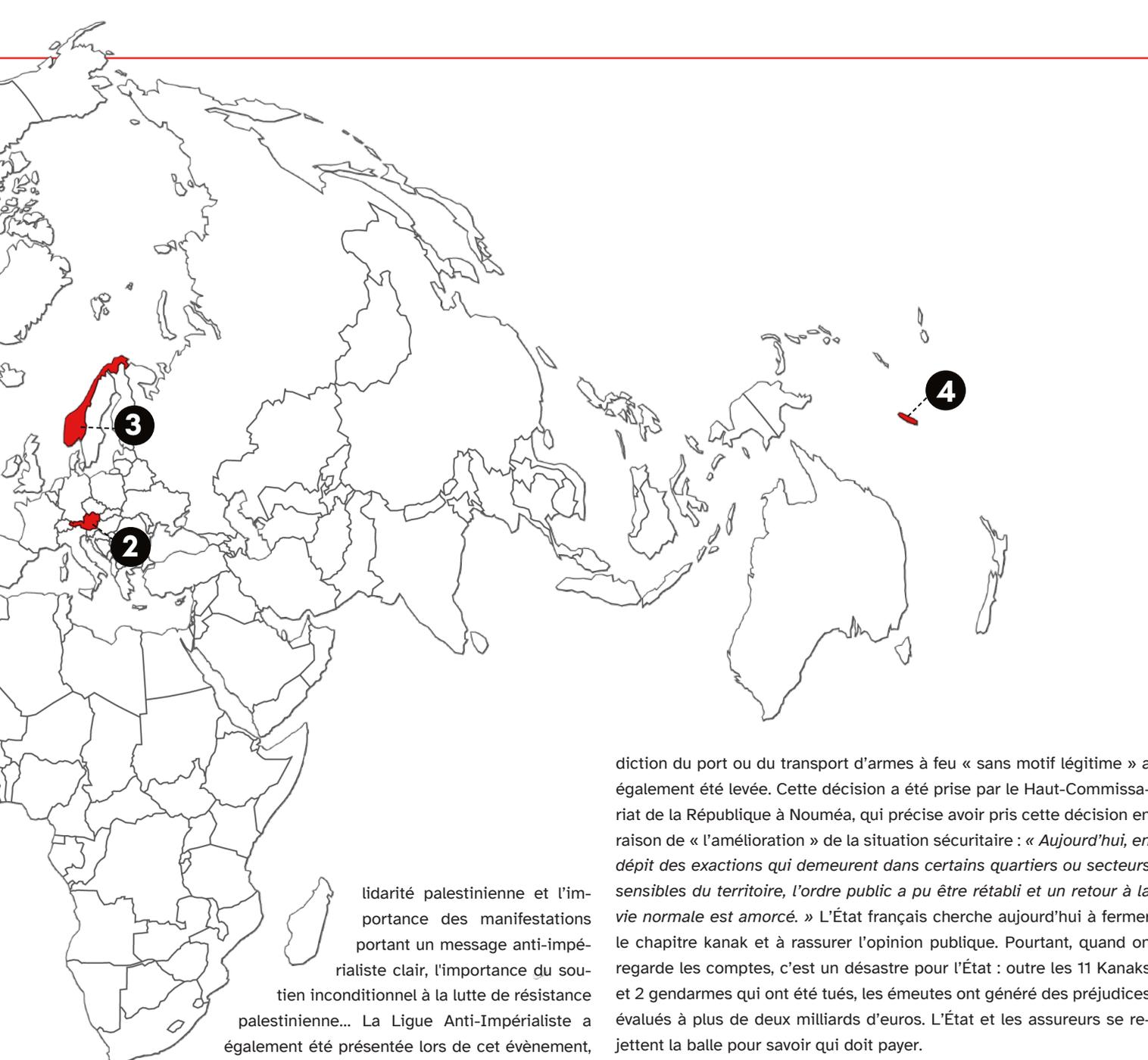
Les participants ont fait le point sur les préoccupations et les objectifs justes du mouvement, et ont aussi évoqué la criminalisation et les menaces du gouvernement autrichien et de la presse bourgeoise autour de la question de la Palestine.

Dans une perspective d'unité, l'ADRV a finalement présenté une proposition de revendications communes, dont le programme sera discuté plus en détail mais qui servira de base à des actions communes. La conférence a ainsi pu réaliser ce qu'elle s'était fixé : apporter une contribution au mouvement en Autriche, promouvoir l'unification et offrir des perspectives.

## 3 NORVÈGE

Le Comité de lutte de Bergen, le groupe Bergen4Palestine et Activists for Palestine ont organisé une réunion publique sur l'anti-impérialisme à Bergen, dans le sud-ouest de la Norvège, le 25 octobre. Pour l'ouverture de l'événement, la célèbre chanson « Leve Palestina » de Kofia a été jouée, ce qui a été très apprécié par les participants qui ont applaudi et chanté.

Plusieurs sujets importants ont été évoqués : le développement de la so-



l'idarité palestinienne et l'importance des manifestations portant un message anti-impérialiste clair, l'importance du soutien inconditionnel à la lutte de résistance palestinienne... La Ligue Anti-impérialiste a également été présentée lors de cet événement, avec un rappel de ce qu'est l'impérialisme et la lutte contre celui-ci.

Un mot a également été dit à propos de l'actualité de la lutte des dernières semaines au Brésil, où les paysans pauvres se battent pour les terres de Barro Branco. Une vidéo a été projetée, dans laquelle on peut voir les activistes brésiliens brandir une banderole en soutien à la Palestine.

Cet événement a été considéré comme une réussite par les participants, qui ont posé beaucoup de questions et manifesté un grand enthousiasme pour le renforcement du mouvement anti-impérialiste en Norvège.

► Écouter la chanson  
Leve Palestina de  
Kofia :



## 4 KANAKY

Le couvre-feu, entré en vigueur depuis le 14 mai (soit plus de 6 mois) en Kanaky (« Nouvelle-Calédonie »), a été levé le 2 décembre dernier. Il avait été progressivement allégé dans le territoire après les émeutes mais était encore en vigueur de minuit à 5 heures du matin. L'inter-

diction du port ou du transport d'armes à feu « sans motif légitime » a également été levée. Cette décision a été prise par le Haut-Commissariat de la République à Nouméa, qui précise avoir pris cette décision en raison de « l'amélioration » de la situation sécuritaire : « *Aujourd'hui, en dépit des exactions qui demeurent dans certains quartiers ou secteurs sensibles du territoire, l'ordre public a pu être rétabli et un retour à la vie normale est amorcé.* » L'État français cherche aujourd'hui à fermer le chapitre kanak et à rassurer l'opinion publique. Pourtant, quand on regarde les comptes, c'est un désastre pour l'État : outre les 11 Kanaks et 2 gendarmes qui ont été tués, les émeutes ont généré des préjudices évalués à plus de deux milliards d'euros. L'État et les assureurs se rejettent la balle pour savoir qui doit payer.

La compagnie d'assurance Allianz, qui a supporté 260 millions d'euros de dommages, a évoqué la possibilité de poursuivre l'État français pour négligence, estimant que certains dégâts avaient eu lieu dans des endroits que l'État (police, armée, pompiers...) avait désertés. La compagnie Generali France veut se retourner également contre l'État.

L'État français est tiraillé entre une addition énorme à payer, et la crainte de laisser la place à d'autres impérialistes : « *Dans l'absolu, les assureurs français ne sont pas obligés de rester en Nouvelle-Calédonie. S'ils quittaient le territoire, le terrain serait libre pour les compagnies chinoises ou australiennes pour les remplacer en Nouvelle-Calédonie,* » explique un avocat spécialisé. De fait, les assureurs ont énormément augmenté les franchises sur la garantie « émeutes », parfois jusqu'à 100 000 ou 200 000 €. « *En cas d'émeute isolée sur un lieu, ils n'interviennent donc presque pas.* » De plus, « *les conséquences de la guerre civile sont exclues du contrat d'assurance ; or, des émeutes généralisées sont à la limite d'une guerre civile.* »

Et malgré ce que l'État veut faire croire, la révolte ne s'est pas tue en Kanaky. Le 6 décembre, un gendarme a été blessé à la tête alors qu'il intervenait pour interpeller une personne ivre. Les militaires ont été pris à partie par une trentaine d'individus et ont dû utiliser des bombes lacrymogènes et de désencerclement pour se dégager.

# La situation de la Résistance en Palestine et au Liban

« Mon testament est que vous mainteniez votre fusil fermement, votre dignité sans compromission, et le rêve immortel. L'ennemi veut nous voir abandonner la résistance, et transformer notre cause en une négociation sans fin. [...] Ne négociez pas ce qui vous revient de droit. [...] Soyez fidèles au sang des martyrs, à ceux qui sont partis et nous ont laissé ce chemin plein d'épines. Ce sont eux qui pour nous ont tracé de leur sang le chemin de la liberté, alors ne rendez pas vains ces sacrifices dans les calculs des politiciens et les jeux diplomatiques. »

Testament du dirigeant politique défunt du Hamas, Yahya Sinwar

### La Palestine et la lutte mondiale pour l'émancipation

Dans le monde, la contradiction principale, celle qui fait avancer l'histoire, est entre les nations opprimées et la poignée de pays impérialistes, dirigés par d'immenses monopoles. Cette contradiction s'exprime en Palestine, comme ligne de front principale de la lutte entre l'impérialisme et les nations opprimées, comme centre et moteur de la Révolution Proletarienne Mondiale. C'est en voyant la Palestine que les masses opprimées du monde entier, et en particulier du monde arabe, voient clairement la vérité universelle : sans le pouvoir, tout est illusion, et ce pouvoir ne peut se conquérir que les armes à la main.

En Palestine, la Nation affronte l'impérialisme les armes à la main depuis la création de l'État d'Israël. Cet affrontement séculaire entre les opprimés et les oppresseurs s'est exprimé de manière frappante dans l'héroïque contre-offensive tactique du 7 octobre, à la portée stratégique, c'est à dire avec des conséquences changeant significativement le sens de la guerre. Le 7 octobre, les avant gardes palestiniennes, unis dans le Front National de Résistance, construit patiemment pendant une décennie, avec à sa tête les Brigades du martyr Ezzedin Al-Qassam (branche militaire du Hamas), ont pris d'assaut les frontières d'Israël, et mis en échec les plans de l'ennemi. L'armée Israélienne a été humiliée. L'assaut de Gaza a été donné, comme prévu par les plans de la Résistance.

Toute organisation populaire de Résistance



peut vaincre par l'application de ce que sont les enseignements du président Mao, qui considère que l'on doit attirer l'ennemi au plus profond de ses bases, l'entourer, l'encercler, le détruire. C'est cette stratégie qu'ont suivie les Palestiniens, et, depuis, ils portent des coups violents à l'occupation, remportant une victoire stratégique et mettant en crise existentielle la société israélienne.

### Gaza, cœur de la Résistance

Gaza, aujourd'hui, est le cœur de la Résistance. Il ne s'agit pas d'un constat froid mais d'une réalité politique. Gaza est une base d'appui pour la Résistance, un lieu, où, depuis 2006, Israël n'a plus le contrôle, et a vu s'échapper la réalité du pouvoir, détenu par le Hamas. Gaza est une immense concentration urbaine, de deux millions d'habitants, qui ressemblent par sa topographie, aux métropoles impérialistes. Ce sont les masses, unies autour de la Résistance, qui ont permis d'appuyer le plan de l'offensive tactique de la Résistance. Cette offensive a aussi été permise par l'unité. Depuis plusieurs années, les différentes factions se sont unies sous un commandement unique, avec comme force principale les brigades Al Qassam du Hamas, et en forces secondaires les brigades Al Qds du Jihad Islamique Palestinien, les brigades Abu Ali Mustapha du FPLP et les Forces de Résistance Nationale du FDLP, deux organisations de la gauche palestinienne. L'unité des factions, au sein de la Chambre Conjointe des

Opérations, a permis de démultiplier la force de la Résistance, et d'attirer de nombreux jeunes combattants.

Après un an d'agression génocidaire sioniste, le soutien à la direction de la Résistance, le Hamas, et à la lutte armée, est en nette hausse. Ce soutien populaire à la Résistance est d'ailleurs la cause de l'échec sanglant du Plan des généraux. En effet, la Brigade de Jaballia, dans le nord de Gaza, est considérée comme une des plus importante et plus combative du pays. Elle compte 5000 personnes capables de porter les armes, fondues dans la masse de la population qui les soutiennent. Les généraux Israéliens ont décidé de vider Jabalia, pour isoler la Résistance. C'est finalement leur conception de la lutte contre-insurrectionnelle en Palestine : vider le pays de ses habitants, car sans habitants, pas de Résistance. Mais cette stratégie ne fonctionne pas. Après plusieurs semaines de bombardements brutaux, moins d'un tiers de la population a accepté de partir, les autres refusant. Les images d'horreurs nous sont parvenues, en particulier le tri des populations, avec des milliers d'hommes envoyés à l'exécution, les femmes et les enfants déportés dans le sud ou emprisonnés. Mais les masses refusent le départ et continuent à soutenir massivement la lutte armée, et la brigade de Jabalia continue d'opérer et d'infliger de lourdes pertes aux sionistes. Les discussions autour d'un cessez-le-feu en Palestine signifient ceci : les objectifs militaires

n'ont pas pu être atteint car la Résistance est un obstacle trop grand.

### Cisjordanie et Liban : des fronts se lèvent

En Cisjordanie, la Résistance opère également et les opérations se sont renforcées autour en particulier des Brigades des Martyrs d'Al Aqsa. Ces brigades sont des groupes dissidents du Fatah, en partie décrédibilisé par sa direction de l'Autorité Palestinienne corrompue. Mais l'isolement, les murs, les opérations régulières de l'Armée Israélienne et l'absence de base d'appui de la Résistance ont permis de faire payer un lourd tribut à la Résistance. Toutefois, le soulèvement des masses palestiniennes de Cisjordanie a obligé Israël à redéployer la majeure partie de son armée à l'Est du pays, l'empêchant de concentrer ses forces sur Gaza. Au Liban, des dizaines de milliers de jeunes ont grandi dans les camps de réfugiés palestiniens. Ce sont ces jeunes qui ont rejoint en masse le Hezbollah, qui a soutenu Gaza pendant plus de 13 mois avant de signer un cessez-le-feu; une victoire tactique de grande portée pour la Résistance au Liban. Preuve en est, ce cessez-le-feu est considéré comme une reddition et une humiliation par la société israélienne.

### Israël en difficulté

Alors que la Résistance se porte bien, jusqu'au cœur des zones assiégées comme Jabalia, et continue à porter des coups à l'armée israélienne et à remporter des victoires stratégiques, la société israélienne, elle, est en grande difficulté. La croissance s'est effondrée,

de 6,5% en 2022 à 1,1% en 2024 (ce qui est très faible pour un pays comme Israël, qui est en fait une semi-colonie américaine et non un état impérialiste). Le déficit public a doublé. Le nombre de travailleurs palestiniens dans le BTP bloqués a fait s'effondrer de 80% le nombre de chantiers. Et cette crise économique majeure, malgré le soutien des États-Unis, s'accompagne d'une crise politique.

## Israël, malgré le soutien des États-Unis, fait face à une crise économique majeure qui s'accompagne d'une crise politique

Depuis plus d'un an, d'immenses manifestations réclament le départ de Netanyahu, accusé d'avoir mis en danger la société israélienne. L'armée a tenté un coup de force lors de la démission forcée du ministre de la Guerre, Yoav Gallant. Une partie des Haredim, orthodoxes juifs exemptés du service militaire, refusent de participer à la guerre pour des raisons religieuses; et l'armée manque cruellement de bras (50 000, selon certaines sources). Ces contradictions sont l'expression non pas d'un soulèvement humaniste pour une solution à

deux États, comme le prétendent de nombreux liquidateurs de la cause palestinienne, mais de contradictions de plus en plus fortes au sein de la société israélienne.

### L'invincible résistance du peuple

Gaza est une preuve supplémentaire que l'application des principes de la guerre populaire rend le peuple invincible. Dans une topographie proche de celle de nos métropoles impérialistes, encerclée par une des armées les mieux équipées du monde, en confrontation directe avec l'impérialisme Yankee qui soutient matériellement, politiquement, financièrement Israël, la Résistance palestinienne et l'héroïque peuple palestinien, résiste et porte des coups toujours plus durs aux impérialistes.

Le peuple a créé une base d'appui, a développé une armée à travers le Front Uni de la Résistance. L'offensive tactique du 7 octobre a attiré l'ennemie dans la base où la Résistance est forte, dans les « sables mouvants de Gaza », qui sert de tombeau aux soldats sionistes. Les gazaouis ont creusé des tunnels qui protègent l'infrastructure militaire de toutes les destructions.

Malgré les immenses massacres, malgré la puissance des bombes des impérialistes, malgré la brutalité, et surtout malgré la supériorité militaire écrasante de l'agresseur américano-sioniste, le peuple palestinien lutte, les armes à la main, et se dirige vers la libération.

## Lyon : succès de la conférence « Résistance Palestinienne » avec Ramzy Baroud

À Lyon, la salle des congrès de la Bourse du Travail était remplie de plus de 150 personnes le 29 novembre pour écouter l'intellectuel palestinien Ramzy Baroud, professeur à l'université de Seattle. Celui qui se présente comme « journaliste, historien et militant palestinien » a donc pu présenter la question de la résistance du peuple palestinien contre toute forme d'occupation, en particulier contre l'occupation sioniste la plus récente. Un hommage a été rendu par la présentatrice à sa sœur, assassinée à Gaza dans un bombardement.

Le conférencier, rédacteur en chef du site *Palestinian Chronicle* et futur correspondant et conseiller politique du journal révolution-

naire brésilien *A Nova Democracia*, a présenté sa vision de la résistance populaire en Palestine. Le propos le plus important, lors de la conférence, a été de dire que selon les Gazaouis, et les Palestiniens en général, la lutte armée n'est pas une question, mais un principe qui ne peut être détaché des autres formes de résistance, qui la rendent possible. De nombreuses questions ont abordé la situation du mouvement mondial de défense de la Palestine.

Comme dans ses nombreux ouvrages, Ramzy Baroud a insisté sur le rôle central de la Résistance et la subordination du Mouvement de Défense de la Palestine à l'agenda et aux pratiques des Palestiniens, contre

les opportunistes et les liquidateurs qui, en prétendant défendre la Palestine, défendent en fait la soumission du peuple palestinien à l'extérieur, donc aux relais des impérialistes.

La soirée s'est terminée sur une séance de dédicace des livres de Ramzy Baroud, vendus par une librairie locale, qui a pu présenter son rayon « livres Palestine ». Plusieurs organisations étaient présentes pour animer la fin de soirée autour de tables d'information, comme la Fosse aux Lyons, l'Union des Consommateurs Musulmans de France, le Mouvement Kanak de France ainsi que les organisateurs de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire.

## Le 6 décembre : un jour historique, reflet de la nouvelle époque

**Il y a des journées qui pèsent plus dans la vie politique que d'autres : le 6 décembre fait assurément partie de celles-ci.**

À l'appel de la Campagne Unitaire pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah afin de faire du 6 décembre une grande journée de lutte pour sa libération<sup>1</sup>, la Fédération Syndicale Étudiante a répondu par un puissant appel à bloquer les universités de France. Pas moins de 10 universités ont répondu à l'appel, 8 facs ont été bloqués et 2 autres se sont mobilisées ne pouvant tenir le blocage. Un lycée a été bloqué.

À première vue il pourrait sembler que c'est un mouvement étudiant banal dans notre pays, mais cela ne serait pas comprendre sa portée politique. Il faut saisir, et de cela se dégage toute la portée historique, que c'est la première fois (ou du moins depuis un long moment) qu'un mouvement étudiant bloque des universités pour des raisons strictement politiques, qu'un vaste mouvement d'occupation et de mobilisation s'organise en dehors de tout mouvement social. Le contenu hautement politique et donc historique de ce 6 décembre n'a en tout cas pas échappé à l'État qui a mobilisé de manière disproportionnée (une redondance) son appareil répressif pour empêcher les blocages. À Paris 8 la fac a engagé une milice de nervis à gants coqués pour lamener les étudiants, tandis qu'à Lyon 2 c'est une charge de CRS qui a brisé le blocage. Ce type de lâche attaque se transforme systématiquement en son contraire, ne développant qu'un courant de sympathie pour des militants courageux dans un pays à la dérive.

La journée du 6 avec tout son sérieux et sa puissance politique a été un magnifique contre-pied au pitoyable spectacle du crétinisme parlementaire, des jeux politicards putrides qui crachent à la gueule des masses populaires accablées par la crise. D'un côté la mascarade d'un régime en décomposition, où des engravés fanfaronnent, et de l'autre la fougue de la jeunesse révolutionnaire et étudiante qui sort la tête de l'eau.

La jeunesse avec sa fougue a un rôle moteur

1. Le 6 décembre aurait dû le voir libre s'il n'y avait pas eu Appel de l'État.



dans le retour de la lutte politique, c'est-à-dire portant la question du Pouvoir, de la nécessité de la Révolution Socialiste. Dans ce processus les étudiants ont une place particulière dans le développement du courant favorable à la Révolution. Au cœur de la fabrique à consensus du système, un mouvement étudiant fort uni au mouvement ouvrier et de masse est un danger existentiel pour le régime. C'est dans

### Le 6 décembre est la négation de 50 ans de révisionnisme, de post-modernisme et de structuralisme

les amphis des facs qu'a été développée toute l'offensive idéologique anti-marxiste; le 6 décembre est la négation de 50 ans de révisionnisme, de post-modernisme, de structuralisme. C'est une affirmation vivante du Marxisme comme arme de la lutte des classes pour transformer le monde. Les blocages politiques des facs valent mille conférences sur le Marxisme, sur Lénine, la Commune de Paris ou autres. Car le Marxisme de notre époque n'est pas un objet d'étude stérile, un outil sociologique, une

pièce de musée, ou un débat d'idées; mais la conception du monde du prolétariat, seule classe à même d'abolir les classes. C'est une épée au service de l'émancipation humaine. La mobilisation étudiante a fait échouer le plan stratégique de compartimentation des masses populaires, d'isolement du prolétariat de ses alliés historiques. La FSE a ouvert une nouvelle séquence politique où les étudiants vont briser les murs entre les universités et le mouvement de masse, si proches et en même temps si éloignés.

#### La jeunesse montre la voie à la CGT

Les universités sont une immense caisse de résonance pouvant amplifier non pas les problèmes existentiels des couches intermédiaires angoissées par la situation, mais la lutte des masses et du prolétariat dans les usines, dans les quartiers populaires en France mais aussi dans le monde. En faisant sortir les étudiants de leur place assignée, la FSE montre le chemin à la nouvelle génération née dans la crise. L'action politique la transforme en génération de la Révolution.

La FSE montre qu'un syndicat n'a pas vocation à être un objet corporatiste de compromission mais un outil de lutte; en ce sens la jeunesse montre aussi la voie à la CGT. La CGT brisera tôt ou tard, sous l'impulsion des syndicalistes prolétaires, les murs des usines pour participer de manière décisive à la politique, c'est-à-dire comme l'a défini Engels à la lutte des classes et au début de son règlement, la conquête du

Pouvoir. En Martinique, les dockers, en bloquant le port contre l'arrestation du leader populaire Petitot, montrent ce qu'est la classe ouvrière pour soi, une classe éminemment politique.

Réduire la CGT et le syndicalisme à une lutte pour les salaires va contre le Marxisme. Sa tâche est de participer à la lutte pour l'abolition du salariat, une lutte politique. La tâche historique est l'expropriation des expropriateurs. Le fait qu'ils ne l'accepteront que sous la contrainte, qu'ils feront tout pour garder leur pouvoir jusqu'au génocide, définit la lutte comme éminemment politique. C'est quand la CGT a été un instrument politique aux mains du Proletariat que la classe a eu d'immenses conquêtes. La CGT luttant contre la guerre dans le Rif contre le colonialisme, contre la vermine fasciste dans la rue, occupant les usines pendant le Front Populaire pour qu'il accomplisse son programme politique, prenant les armes pendant la guerre de libération nationale antifasciste, durant les grèves insurrectionnelles d'après-guerre, à chaque moment où le syndicat fait de la politique : c'est là que la conscience avance, que la classe conquiert des positions et des réformes. La politique, la friction entre deux classes antagoniques, prolétariat et bourgeoisie, la lutte des classes est le moteur de l'Histoire.

A contrario quand le syndicat refuse « l'Histoire », canalise la friction pour la rendre convenable à la bourgeoisie, le prolétariat se ratatine comme classe pour soi, il disparaît de l'Histoire; pire, il la subit. Ses misères augmentent, le prolétaire se retrouve isolé, écrasé, car sa seule force c'est quand il est uni et en action. Les politiques de compromission, l'intégration à l'État, l'acceptation du système pourri capitaliste est un crime. Il faut être bien éloigné de la classe pour ne pas vivre et sentir ce qu'endure l'ouvrier à l'usine en 3/8, le coffreur sur le chantier, la mère célibataire et smicarde, les gamins grandissant dans le froid de la sobriété énergétique, les intérimaires en « week-end » le jeudi soir, les temps partiels contraints, les miettes qui restent après les charges, les lombalgies et les cancers précoces. Bien éloignés et criminels sont ceux qui négocient nos défaites à coup d'intersyndicales de la soumission. Les bureaucrates sont les enfants de l'abandon du Marxisme et de son cœur, la conquête du pouvoir d'État, pour laisser tout cela à la bourgeoisie monopolistique et impérialiste. Ces bureaucraties ne sont pas des « bugs » mais le résultat de l'immense suraccumulation de richesse que la bourgeoisie tire de l'exploitation des prolé-

taires en France et dans le monde. Elle ne se combat pas à coup d'anathème puéril mais par l'action déterminée dans le cadre du syndicat et en dehors de lui.

### **Repolitiser la classe**

C'est par la politique, l'action politique, que l'on repolitise la classe, qu'elle se redéfinit de classe en soi à classe pour soi. Les grèves économiques ne peuvent faire sortir le syndicat du trade-unionisme putride. Seule l'action politique, c'est-à-dire la confrontation directe avec l'État, fait que la lutte des classes est mature, comme l'a défini Lénine. Il est évident qu'aujourd'hui n'importe quelle grève massive est politique, tant la crise économique, sociale et politique est profonde. L'État est au bord de la faillite, le monde marche vers la guerre impérialiste, le pays se divise et marche, lui, vers la Guerre Civile. L'époque est formidable pour le grand retour de la Politique.

**La CGT a été ce qu'elle devait être quand elle était dirigée par le Parti Communiste, elle est devenue son contraire quand il a été démantelé et usurpé par le révisionnisme**

Briser les murs entre les différents secteurs est le chemin nécessaire au retour du prolétariat comme unique classe de la transformation du monde. Aujourd'hui, nous avons différents secteurs, les ouvriers dans le syndicat, le mouvement féministe, les mouvements et associations dans les quartiers populaires, la petite-bourgeoisie et couches intermédiaires en effondrement (les Gilets Jaunes), mais aussi l'écologie radicale (les Soulèvements de la Terre), les paysans, les mouvements nationaux dans les colonies et semi-colonies. Chacun est isolé quand il est en mouvement et oublié, ou presque, quand il ne bouge pas. Les masses populaires ne peuvent trouver leur salut qu'unies autour du prolétariat et dirigé par lui, et cela pour plusieurs raisons : le prolétariat n'a strictement que ses chaînes à perdre, il est armé de l'idéologie pour changer le monde (le Marxisme de notre époque), et sûrement l'élément le plus déterminant : la bourgeoisie a un État-major, les masses populaires ont besoin du leur et le Proletariat a cette réponse. Tout

cela n'a rien à voir avec l'intersectionnalité, car la lutte des classes, le Pouvoir, reste l'unique déterminant pour transformer le monde et régler tous les problèmes des masses. Le Mouvement Communiste est dans les faits « le vrai mouvement intersectionnel ». Peu savent qu'une immense partie de ce qu'on appelle la sphère sociale a été l'œuvre des Communistes puis récupérée et intégrée à l'État. Le cœur de la question politique actuelle est donc de briser les murs entre les différents secteurs, de les unifier sous une direction unique prolétarienne. Ce processus se fait dans le feu de la lutte des classes et pas dans une quelconque abstraction livresque. C'est dans la pratique que nous découvrons les lois de la Révolution Socialiste en France. Le seul débat que nous acceptons touche au Pouvoir, le sexe des anges nous importe peu.

La clé de voûte de ce processus politique ne peut être que la reconstitution de l'État-major du prolétariat, le Parti Communiste. Lui seul permet de briser les murs des différents secteurs pour créer l'État-major de la classe et lui redonner sa puissance transcendante, celle qui déplace les montagnes. Dénoncer les directions syndicales formellement, crier à hue et à dia que « c'est mal » la bureaucratie, ne sert strictement à rien si nous ne passons pas à l'assaut des vieilles pratiques pour imposer le retour de la lutte des classes et de la politique. La CGT a été ce qu'elle devait être quand elle était dirigée par le Parti Communiste, elle est devenue son contraire quand l'instrument d'organisation suprême du prolétariat a été démantelé et usurpé par le révisionnisme et intégré à l'État capitaliste. Le Parti ne peut se reconstituer que dans le feu de la lutte des classes, sur les piquets de grève dans les usines, les Comités populaires d'habitants, les blocages de fac, d'autoroute, de trains, dans l'affrontement avec les flics, sur les barricades, dans les sabotages et les grandes gifles (au sens propre et au figuré) dans la gueule des patrons. Face à une bourgeoisie génocidaire et décadente, une classe politique de camés et de psychopathes, la lutte des classes est le grand coup de balais où nous retrouvons notre dignité prolétaire, celle de la classe créatrice de toute chose. Il est clair que nous balaierons la maison d'une manière implacable car l'heure est à la vengeance.

Encore une fois saluons ce mémorable 6 décembre; la jeunesse étudiante et son organisation de combat la FSE ouvrent une nouvelle étape dans la lutte des classes en France menant à une réédition triomphante de la Commune de Paris.



▲ Ouverture d'un nouveau camp de production par des paysans organisés par la LCP, dans le nord-est du Brésil, en octobre 2024.

## Au Brésil, la révolution agraire pose les bases de la révolution démocratique

**Au Brésil, la lutte pour la terre se poursuit. Dans le pays, le nombre de paysans sans terre ne cesse de s'accroître, alors que les grands propriétaires (Latifundia) concentrent davantage les espaces en s'accaparant des terres autochtones en Amazonie.**

Pour vivre dignement, des centaines de familles participent chaque année à des opérations de saisie de terres avec le Mouvement des travailleurs sans terre et la Ligue des Paysans Pauvres (LCP). Elles revendiquent une réforme agraire, et s'organisent pour défendre leurs positions face à la police et aux milices privées qui intimident et expulsent, tandis que le niveau de corruption et de violence explose.

### **Lula ou Bolsonaro, la police reste au service du Latifundia**

Le 23 novembre, la police a arrêté et torturé des paysans dans le Tocantins, au centre du pays, des actes dénoncés par le Mouvement des travailleurs sans terre (MST). Selon le MST, une partie de la superficie de 1 600 hectares avait été volée par un grand propriétaire. L'expulsion des paysans a été effectuée quelques heures après qu'ils ont repris le contrôle de la terre. Trois personnes ont été arrêtées et l'une d'elles a été brutalement torturée. Simulant une chambre à gaz, ils ont verrouillé la personne dans le coffre de la voiture et ont pulvérisé de

la bombe au poivre. Cette nouvelle intervient juste un mois après qu'on a appris que la police civile a torturé des paysans qui occupaient des terres dans le camp de *Landerra Prometida*, dans le Para (nord du Brésil). Cinq paysans ont été tués et d'autres ont disparu. La même semaine, la police militaire a envahi le camp de *New Hope*, au Rondônia, état de l'ouest, pour

**« Ce qui hante et terrifie le latifundia, c'est qu'il sait que tous ces privilèges et cette force dont il se targue sont en réalité sa plus grande faiblesse, car son emprise repose sur le sang monstrueux de millions de pauvres »**

tenter d'expulser les familles qui occupaient les terres du latifundia *Capao da Onça* depuis 10 jours. Il s'agit de la troisième tentative d'expulsion des familles sans décision de justice. En contact avec la Ligue des paysans pauvres, les paysans ont décidé d'avancer dans leur organisation. Ils occupent les terres depuis 2007 dans la région, partageant celles-ci entre les familles.

La LCP a dénoncé dans une déclaration le

meurtre de paysans qui occupent des terres, et insiste que des crimes comme ceux-ci ne sont pas nouveaux. « Dans la ferme de *Santa Lacia*, en 2017, des squatters ont également été assassinés, et c'est la dénonciation rapide de la LCP du sud du Para et du Tocantins, puis de la *CPT*<sup>1</sup>, qui a empêché le crime d'être présenté comme un règlement de compte au sein des occupants. À ce moment-là, nous avons dénoncé le massacre comme faisant partie de la violence croissante du latifundia sous l'administration de Temer<sup>2</sup>. » Sept ans plus tard, avec l'aide de la LCP, les paysans déclarent qu'ils sont toujours sur leurs terres.

### **La Révolution agraire sera une partie de la révolution de Nouvelle Démocratie**

Le 26 octobre dernier, les paysans de l'État de Pernambuco (nord-est), réunis en Assemblée populaire organisée par la LCP, ont voté la fondation du camp *Menino Jonas*. 150 d'entre eux ont défilé sur les terres disputées avec le Latifundia depuis plusieurs années. Ils ont déclaré qu'ils n'accepteraient pas pacifiquement une nouvelle expulsion. Ils se sont alliés notamment avec leurs voisins de la Zone révolutionnaire *Renato Nathan*.

Sur cette zone, fondée en 2012, les mêmes familles exploitent les terres depuis les années 1960. Organisées avec la LCP depuis une

1. Commission Pastorale de la Terre, organe de la Conférence des évêques (catholiques) du Brésil.  
2. Michel Temer a été président du Brésil de 2016 à 2019.

vingtaine d'années, les familles produisent des fruits, du maïs, du manioc, du lait... Elles ont déjà fait face à cinq tentatives d'expulsions, toutes vaincues. Elles sont soutenues par les paysans des alentours, mais aussi par les habitants de la ville voisine, qui consomment leurs produits. Les paysans de la zone révolutionnaire ont d'ailleurs entamé le 30 novembre la reprise de la communauté de Lajeiro, parcelle d'où ils ont été expulsés à la fin du mois d'octobre.

Cet été, la LCP de Corumbiara, à l'ouest du Brésil, a publié un communiqué à l'occasion de son 29<sup>ème</sup> anniversaire. Elle dénonce les actes de violences grandissant de groupes armés d'extrême droite qui visent les paysans, indigènes et descendants d'esclaves. La Ligue a déclaré que le changement de gouvernement n'a rien changé à la situation. L'organisation appelle en conséquence les communautés paysannes et indigènes à généraliser la formation de groupes d'autodéfense armés partout. Elle souligne également le passé victorieux de la résistance paysanne armée dans la région, notamment lorsque 600 familles ont résisté à une expulsion en 1995 et évité un massacre, armes à la main, dans la ferme de *Santa Eliana* (municipalité de Corumbiara, état de Rondônia). En 2010, des centaines de familles ont réussi à reconquérir l'ensemble du terrain, qu'elles exploitent aujourd'hui. La LCP en tire d'importantes leçons : « *Depuis la glorieuse et héroïque résistance paysanne de Corumbiara en 1995, les paysans brésiliens ont découvert l'alliance ouvrière et paysanne et la révolution agraire dans le sang, et c'est ce que le latifundia, tel un géant aux pieds d'argile, craint! Ce qui hante et terrifie le latifundia, c'est qu'il sait que tous ces privilèges et cette force dont il se targue sont en réalité sa plus grande faiblesse, car son emprise repose sur le sang monstrueux, lâche et séculaire de millions de pauvres.*

*Plus que jamais, l'exemple de la résistance armée héroïque des paysans de Corumbiara et de tant d'autres régions où les travailleurs suivent la voie de la révolution agraire, seule voie possible pour détruire les latifundia et donner la terre à ceux qui la travaillent, reste d'actualité, jetant ainsi les bases pour balayer la domination séculaire du système financier, démocratiser la propriété foncière, conduire notre pays vers une Nouvelle Démocratie, unir les travailleurs des campagnes et des villes, et créer un Nouveau Brésil, où le peuple peut réellement gouverner, garantir ses droits et ses aspirations et instaurer une véritable justice! »*



## Boycott des élections municipales au Brésil

**Au mois d'octobre, le gouvernement brésilien a organisé ses élections locales, pour renouveler les conseils municipaux et élire ses presque 6 000 maires. Au programme : corruption, crimes et boycott électoral.**

Comme à chaque « farce électorale » au Brésil, ces élections ont été une grande démonstration de corruption et de crimes, dans la défiance ou l'indifférence de nombreuses composantes du peuple. Dès le premier tour, le boycott électoral a d'ailleurs remporté la première place dans 9 des 26 capitales d'états. À São Paulo, plus grand collège électoral du pays, le boycott est équivalent aux suffrages cumulés des deux premiers candidats.

Les résultats des élections sont la suite logique de la corruption généralisée dans le pays : en 2020, les cinq plus grands partis de droite ont remporté 57% des mairies. Cette année, ces partis ont remporté 64% des municipalités. Ces scores sont en grande partie dus à la mise en place des financements par « amendements PIX », des fonds parlementaires dédiés à des financements locaux. Ils ont été créés par Jair Bolsonaro, et la majorité sont utilisés par le centre-droit, aujourd'hui allié à la coalition gouvernementale de Lula. La somme de ces financements représente 50 milliards de *Reais* (8 milliards d'euros) en 2024, alors que seulement 1% de leur usage est connu par l'État fédéral. 98% des maires qui ont reçu le plus d'amendements PIX sont réélus dès le 1er tour.

Une campagne de Boycott a été menée dans tout le pays : affiches, tracts, meetings universitaires... Une action a été particulièrement remarquée à la foire de Londrina, dans le Paraná, avec l'explosion d'une bombe libérant des tracts dans un « très bruyant bang ». Intitulés « *Ne votez pas! Elections non, révolution oui!* », on peut lire dessus : « *Dans le système dans lequel nous vivons, participer aux élections, voter pour l'un ou l'autre parti, pour l'un ou l'autre candidat, c'est donner notre approbation à toute la pourriture dégoûtante qu'est la politique officielle. [...] Voter, c'est consentir à cette situation honteuse qui existe, qui est en fait la dictature de la bourgeoisie et des propriétaires, serviteurs de l'impérialisme.* » Le tract est signé Partido Comunista do Brasil - P.C.B.

# Syrie : Assad renversé, la Turquie, Israël et les États-Unis

Cet article est une traduction d'extraits d'un article du site Red Herald.

**Renverser le régime Assad en Syrie est une pierre angulaire du plan de l'impérialisme yankee pour « un nouveau Moyen-Orient » depuis plus de 20 ans. Par le biais de sanctions, de la subversion et d'une agression militaire directe, en utilisant des mandataires et des puissances régionales comme la Turquie et Israël, les Yankees ont déployé des efforts considérables pour atteindre cet objectif. [...]**

Bachar el-Assad a été évacué par avion par ses protecteurs étrangers et profite désormais du charmant hiver russe à Moscou. [...] La principale raison de l'effondrement du régime est son manque de soutien populaire. Les masses ne défendaient pas Assad et son armée manquait de moral.

La lutte pour s'emparer d'un morceau de la Syrie, le plus grand possible, a maintenant commencé.

Les hordes génocidaires sanguinaires des sionistes occupent une vaste zone au sud de Damas, elles ont fermé la frontière afin d'isoler la Palestine et de pouvoir lancer une attaque terrestre sur la capitale syrienne à tout moment. [...]

La Turquie a laissé les troupes de la soi-disant Armée nationale syrienne (ANS) – qui, pour prouver son caractère « national syrien », a l'habitude de hisser le drapeau de la République turque partout où elle va – se déchaîner sur les zones contrôlées par les Forces de défense syriennes (dominées par les YPG). [...] Repousser les Kurdes en Syrie, renforcer son alliance avec les mercenaires de Barsani et mettre les bases de Kandil du PKK sous forte pression, tout cela constitue un excellent cadre pour les négociations en cours avec Öcalan sur une « solution pacifique au problème kurde ». Ce que l'on obtient à la table des négociations n'est que le reflet des résultats obtenus sur le champ de bataille – les stratèges turcs le savent très bien.

Les forces des FDS ont rempli leur rôle de « troupes sur le terrain » dont les Yankees avaient besoin en Syrie. Elles ont été utiles pour diviser le pays. Elles ont joué le jeu en croyant pouvoir utiliser la collaboration avec la superpuissance impérialiste pour atteindre leurs propres objectifs. Aujourd'hui, l'avenir de la région de Rojava est en jeu et il ne fait aucun doute que les Yankees sacrifieront les Kurdes lorsqu'ils le jugeront opportun. Avec des alliés turcs à la tête de Damas, la progression de l'ANS et l'intensification des attaques de l'armée turque, les forces des FDS peuvent tenter de se rapprocher des Yankees et de

## La lutte pour s'emparer d'un morceau de la Syrie, le plus grand possible, a maintenant commencé

conclure une alliance impie avec les Israéliens, ou faire la seule chose qui leur offrirait une réelle perspective de succès, c'est-à-dire ne compter que sur leurs propres forces – une voie qui est bien sûr difficile et tortueuse, mais qui reste la seule voie qui serve réellement les intérêts du Mouvement national kurde.

Blinken a présenté trois exigences très modestes que le Front al-Nusra / HTS doit accepter pour recevoir la bénédiction formelle des Yankees : rejeter le « terrorisme », détruire les armes chimiques (existantes ou non, les Israéliens s'en sont déjà occupés) et respecter les droits des femmes et des minorités. En d'autres termes, il suffit de répondre du bout des lèvres aux exigences des impérialistes américains pour que les « terroristes » d'hier deviennent des « hommes d'État », ce qui prouve une fois de plus que le terme « terroriste » n'est pour les impérialistes qu'une éti-

# Stop This Terrorist

MUHAMMAD AL-JAWLANI

REWARDS FOR JUSTICE

Washington, D.C. 20533-0303 USA

1-800-USREWARDS

info@rewardsforjustice.net

www.rewardsforjustice.net

Twitter: @Reward4Justice



## Up to \$10 Million Reward

Muhammad al-Jawlani, also known as Abu Muhammad al-Golani, also known as Muhammad al-Julani, is the senior leader of the terrorist organization, the al-Nusra Front (ANF), al-Qaeda's affiliate in Syria. Under al-Jawlani's leadership, ANF has carried out multiple terrorist attacks throughout Syria, often targeting civilians. The U.S. Government is offering a reward of up to \$10 million for information about al-Jawlani. Absolute confidentiality is assured and relocation may be available. If you have information, please contact the nearest U.S. embassy or consulate or info@rewardsforjustice.net.

Le nouvel homme fort du régime était recherché il y a quelques années par les USA le qualifiaient alors de terroriste.

quette politique qui dépend de la conjoncture et n'a rien à voir avec la pratique d'un parti, d'une organisation ou d'un État. Cependant, si la direction du Front al-Nusra / HTS conclut un accord avec les Yankees et les Israéliens, elle perdra toute crédibilité auprès de sa base. Si une personne qui a pris le nom d'al-Jolani comme nom de guerre, une référence directe au plateau du Golan occupé, s'incline devant les sionistes, il est évident que cette personne aura un problème d'image.

L'effondrement du régime Assad en ce moment n'est pas une bonne chose pour le Front national de résistance de la Palestine. [...] Mais, contrairement à ce que prêchent les impérialistes, le Front national de résistance de la Palestine n'est pas un « mandataire » de qui que ce soit. Il s'appuie sur le peuple de Palestine et sur personne d'autre. Même si les conditions sont devenues momentanément plus difficiles, tant que la résistance palestinienne gardera la main sur le fusil, s'appuiera sur le peuple et maintiendra le Front uni, aucune force au monde ne pourra la vaincre.

Actuellement, tout semble indiquer que la situation en Syrie deviendra très similaire à celle de l'Irak. Différentes organisations armées contrôleront différentes parties du pays, avec des occupants étrangers sur son sol (Russes, Turcs, Israéliens et Yankees). [...] Malgré tout ce que les Yankees ont fait (génocide, balkanisation), l'affaire s'est retournée contre eux. Il en sera de même pour la Syrie. Les Yankees ont soulevé une nouvelle pierre qui tombera sur leurs propres pieds.

# La répression des **prisonniers révolutionnaires**

**Le 12 octobre, nous avons appris le décès de G.N. Saibaba, professeur indien et grand démocrate. À moins de 60 ans, il venait de passer 10 longues années dans les prisons du régime de Modi. Il a succombé à un problème médical qui s'était développé dans les geôles.**

Saibaba était le Secrétaire Adjoint du Front Démocratique Révolutionnaire (RDF). Il portait les revendications démocratiques dans tout le territoire indien, ainsi que les droits nationaux des peuples minoritaires, et promouvait la révolution face au gouvernement nationaliste hindou. À la suite de l'annonce de son décès, des organisations du monde entier ont exprimé leurs condoléances et leur colère dans des actions d'hommage, comme à Paris, avec un rassemblement devant le consulat indien le 11 novembre 2024 (voir la photo).

Bien que mort libre, le décès du professeur Saibaba est un fait politique d'importance. La détention prolongée des prisonniers politiques, tout État confondu, vise à briser non seulement la personne, mais aussi le combat



qu'elle porte. Saibaba était lourdement handicapé, sa santé fragile, et s'est vu maltraité pendant une décennie. Ces mauvais traitements sont à l'origine de sa mort. L'État péruvien en avait fait de même avec le Président Gonzalo, dirigeant du Parti Communiste du Pérou, mort en prison la veille de ses 30 années d'incarcération, faute de soins médicaux.

L'État français n'est pas étranger à ce type de pratiques. Il y a 3 ans, le nationaliste corse Yvan Colonna est mort étranglé par un codétenu, alors que les gardiens les avaient laissés

seuls, coupant les caméras. Quelques mois plus tard, l'assassin déclarait avoir été floué par des agents de l'État, qui lui auraient promis une somme d'argent contre ce geste. Aujourd'hui, la détention depuis plus de 40 ans de Georges Abdallah pose les mêmes questions : libérable depuis 1999, son maintien en détention n'est rien d'autre qu'un assassinat programmé. La mise en détention depuis plus de 6 mois du leader kanak Christian Tein et son transfert en métropole jouent un rôle similaire pour intimider et affaiblir la lutte nationale.

## Après les **inondations**, le **peuple espagnol** accuse le roi et le gouvernement

**Malgré un bilan officiel de « seulement » 240 morts après les inondations qui ont dévasté le sud de l'Espagne fin octobre, le peuple espagnol n'est pas dupe. Le gouvernement cache la vérité. Des milliers de disparus sont encore sous les décombres qui mettront des mois à être déblayés.**

Pour tenter de faire bonne figure, le roi Felipe VI, le Premier ministre Pedro Sánchez (social-démocrate) et le président de la communauté autonome de Valence Carlos Mazón (extrême droite) avaient prévu une visite officielle dans la région le 3 novembre. Ils ont été accueillis par des huées et des insultes : « assassins », « démission »... Et

puis par des bâtons, des pierres et des jets de boue, pendant une demi-heure sans interruption. Les équipes de sécurité ont dû évacuer Sánchez puis le roi. La presse bourgeoise a tenté de dissimuler les faits, méprisant cette juste colère et la mettant sur le dos de quelques « radicaux » ou « marginaux ». À cause de ces mensonges, les journalistes aussi sont rejetés des zones sinistrées.

Ces temps de crise nous rappellent plusieurs choses : D'une part, l'État bourgeois n'a qu'une priorité : assurer les profits, y compris au prix des vies prolétaires. Ce drame a été mis sur le dos des inondations, elles-mêmes aggravées par le réchauffement climatique. Pourtant, l'alerte générale n'a été donnée que tard le soir, une fois la plupart des travailleurs sortis du travail, la

classe bourgeoise suçant jusqu'à la dernière goutte de la moelle des prolétaires.

D'autre part, même (et surtout) en temps de crise, le rôle infâme de la police est de protéger les assassins au gouvernement. À Valence, lors d'une manifestation qui a réuni 130 000 personnes, un énorme déploiement policier a bloqué de nombreuses rues, arrêtant de nombreux manifestants. Mais la police est incapable de museler la colère des masses, tout comme les médias bourgeois, malgré les tartines de mensonges qu'ils essaient de faire avaler à notre classe.

Enfin, c'est et ce sera toujours le peuple qui sauvera le peuple. Aujourd'hui dans les rues dévastées, c'est le peuple espagnol qui déblaie et aide son prochain, et demain c'est lui qui reconstruira les habitations.

## 25 Novembre : une mobilisation sous la bannière de l'anti-impérialisme contre les violences faites aux femmes

Dans plusieurs dizaines de villes de France, entre le 23 et le 25 novembre ont été organisés des rassemblements et marches contre les violences faites aux femmes. Ils ont réuni des dizaines de milliers de personnes. Cette année encore, le gouvernement et certaines administrations locales (mairies...) ont essayé de faire croire qu'ils soutenaient ces événements. En effet, qui peut assumer d'être contre cette revendication légitime ? On se souvient bien sûr que Macron en avait fait sa « grande cause quinquennale », alors que plus de 1 000 femmes ont été tuées dans des cas de violence conjugale depuis son élection. C'est un échec cuisant.

Pourtant, dans les cortèges, de Rennes à Montpellier en passant par Lille ou Toulouse, la solidarité s'est affichée, non seulement avec les femmes de France, mais aussi avec les femmes palestiniennes qui vivent comme tout le peuple palestinien les assauts génocidaires depuis plus d'un an. Les banderoles et drapeaux de la Palestine et de la Campagne Unitaire pour



▲ Manifestation du 25 Novembre à Paris. Sur la banderole, on peut lire « Solidarité avec la résistance des femmes palestiniennes ».

la Libération de Georges Ibrahim Abdallah ont flotté dans les rassemblements. Les organisations de jeunesse révolutionnaire ont clairement mis en avant l'unité de la lutte anti-impérialiste et du mouvement des femmes.

Les revendications et slogans de ces cortèges formés dans chaque manifestation s'opposent à 100 % à ce que veut faire l'État bourgeois de cette journée : une journée de récupération, dépolitisée et instrumentalisée plutôt qu'une journée de lutte pour l'émancipation des femmes, forcément liée à la lutte contre l'impérialisme. La grande révolutionnaire indienne, Anuradha Ghandy, avait raison lorsqu'elle disait en 2006 : « La lutte pour l'émancipation des femmes ne peut réussir en s'isolant de la lutte pour renverser le système impérialiste lui-même. »

Ce n'est pas anodin que de tels mots d'ordre combattifs soient scandés en parallèle d'une des affaires judiciaires les plus sordides de ces dernières années : le procès des viols de Mazan. Bien entendu, tout le monde a désormais en face des yeux l'horreur de la situation, mais là où les journaux bourgeois s'interrogent sur la « masculinité » ou la « définition du viol dans le droit », il faut avant tout voir que l'heure est à la lutte, pour bien plus qu'une condamnation ou une remise en question : pour l'émancipation du genre humain, et de sa moitié féminine en particulier. Les agissements d'un Dominique Pelicot et de ses complices nous en disent moins sur les individus qu'ils sont que sur la société qui peut créer ce type d'hommes : un impérialisme français pourrissant, en décomposition, où la médecine, le droit ou encore internet peuvent être mis au service de crimes sans nom. Ce n'est pas une fatalité : il est possible et nécessaire de conquérir une société nouvelle, précisément en faisant tomber l'impérialisme et la réaction qu'il soutient sur toute la ligne, notamment pour les femmes.



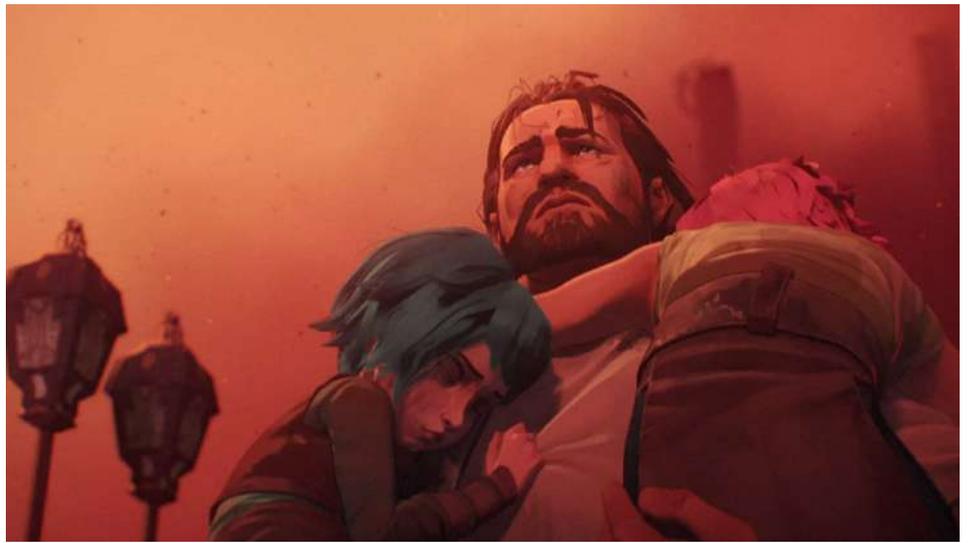
◀ Manifestation du 25 Novembre à Lille.

# Arcane, un reflet de notre époque

Aucune production culturelle qui marque les masses ne le fait par hasard ou par erreur. Car chacune est un reflet de son époque, un miroir des contradictions de la société réelle à travers la fiction. La sortie de la saison 2 d'Arcane, qui a suscité un engouement général, en fait un moment fort de la vie culturelle de la fin de l'année 2024. Et cet événement montre bien toutes les contradictions de la culture bourgeoise.

Pourquoi dire que chaque événement culturel est un reflet de la société? Il faut aller au fond des choses, à tous les niveaux. Ce qui définit un produit, quel qu'il soit, dans le marxisme, c'est d'abord et avant tout la manière de le produire. Arcane est définitivement une superproduction des monopoles. Sortie sur la plateforme Netflix, qui concentre 10 millions d'abonnés en France et 50 % du marché dans le pays, la série est taillée pour le streaming. La saison 1 a coûté plus de 60 millions de dollars pour 6 heures de production, contre 6 à 12 millions habituellement pour une production de ce type. C'est en réalité une publicité géante pour le jeu *League Of Legends*, un mastodonte de l'audiovisuel, avec une scène professionnelle développée à l'échelle mondiale. Lorsque l'on regarde Arcane, le principal, il faut le garder à l'esprit, c'est le caractère de production monopoliste.

Et pourtant, il semble résider une contradiction entre le caractère de superproduction et le propos de la série. En effet, Arcane parle de tout : lutte entre les classes, d'abord; c'est à dire de personnages marqués par leur position dans la société, qui affrontent la classe dominante et principalement son État et ses flics. Et à travers cette lutte, de tout le reste : sa combativité de la jeunesse, l'absence de perspectives, la réaction des masses face à la répression, l'insurrection... Et cela touche à l'in-



time des personnages, à l'amour, à la haine, au couple, à l'individualisme comme aux aspects collectifs.

On remarque, par exemple, toute la subtilité d'une série qui commence par un cambriolage. Les personnages ne cambriolent pas

**Même écrasées  
par le poids de  
l'impérialisme, les  
masses rêvent encore  
d'aventure, d'amour,  
de révolte et de  
révolution**

des « riches » sans substance, mais d'autres personnages attachants, qui se retrouvent dans une fâcheuse situation et auxquels on peut s'identifier. Et pourtant, on comprend leur hargne, leur haine de classe. On est témoin, aussi, de la position de ceux et celles du « peuple d'en bas » qui refusent la confrontation par peur du carnage causé par la répression; on se prend d'empathie pour ceux qui veulent la paix, la sérénité et la famille, quitte à subir la misère. La série fait parfaitement ressortir la réalité des masses de notre pays : un côté, l'aspect collectif, social, du prolétariat,

qui se serre les coudes et lutte pour sa dignité; de l'autre, l'individualisme d'une jeunesse qui tente la fuite en avant dans la violence et les actes anti-sociaux pour « s'en sortir ». Ces deux aspects ne sont pas représentés par différents personnages (même s'ils sont particulièrement personnifiés par les sœurs Vi et Jinx), mais bien imbriqués dans chaque relation sociale, dans chaque individu; c'est ce qui rend la série si puissante.

Comment un monopole comme Netflix peut-il produire une série qui semble aussi profonde? Comment un monopole comme Netflix peut-il publier, le jour de la mise en place du gouvernement Barnier, ce tweet : « tout cramer »? On ne peut pas vendre ce qui n'est pas utile. La culture, comme le reste, même sous le capitalisme, ne peut pas éviter de donner aux masses ce qu'elles attendent. Et, même écrasées par le poids de l'impérialisme, les masses rêvent encore d'aventure, d'amour, de révolte et de révolution. Elles ne peuvent plus être gouvernées comme avant, et ne peuvent plus être gouvernées comme avant. Le capitalisme verra la révolte, pour peu qu'elle fasse fructifier le Capital en crise. Une révolte anesthésiée, sans la Politique, sans la seule question qui la rend réellement subversive. Une révolte individualiste, sans plan, sans organisation. Une révolte où les personnages « suivent leur instinct », de manière individualiste. Mais une révolte quand même, sous forme de grande aventure, qui nous fait rêver. Le grand Lénine l'avait dit lui-même : *Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle ils seront pendus.* »

**N** Netflix France 🌟 **N**  
@NetflixFR

Tout cramer.

Arcane saison 2, en novembre.

# Soutenez le centre social Tanweer à Naplouse en Palestine



Le Centre Culturel Tanweer, basé à Naplouse en Palestine (en Cisjordanie), a récemment annoncé le lancement d'une grande campagne d'appel aux dons. L'objectif de cette initiative est de financer l'ouverture d'un centre d'hébergement destiné aux militants internationaux.

Depuis sa création, le Centre Tanweer s'est engagé aux côtés du peuple palestinien et de sa résistance à la colonisation, par la promotion de sa culture, l'éducation et le travail de solidarité au sein de la communauté locale. En raison de la colonisation des territoires palestiniens de Cisjordanie et de la Palestine en général, Naplouse est le théâtre de luttes féroces entre les Palestiniens et leurs colons. Les militants internationaux s'y rendent donc fréquemment pour apporter un soutien moral et matériel aux populations locales, en perturbant le travail de destruction méthodique par les colons sionistes notamment lors des récoltes des oliviers et en diffusant massivement les images et leurs témoignages de la situation à l'étranger. Cependant, l'hébergement de ces volontaires représente un défi logistique majeur. Le nouveau centre d'hébergement vise à garantir un hébergement sûr à ces militants, tout en luttant contre le développement des hôtels privés, un aspect pernicieux de la colonisation.

La campagne de dons appelle à la solidarité internationale et met en lumière l'importance de l'internationalisme prolétarien : en Palestine, les masses luttent contre l'impérialisme, et il est indispensable d'appuyer leur lutte à l'étranger, tout en gardant en tête que l'aspect principal est la lutte du peuple palestinien lui-même !

Ainsi, les fonds récoltés seront utilisés pour les frais du bâtiment destiné à devenir le centre d'hébergement, l'achat de mobilier et d'équipements essentiels, ainsi que pour la couverture des coûts opérationnels initiaux.

**En soutenant cette initiative, les donateurs contribueront à renforcer les liens de solidarité internationale, et surtout à soutenir la résistance du peuple palestinien ! Le Centre Culturel Tanweer espère que cette campagne mobilisera un large soutien et permettra de réaliser ce projet crucial.**



Site : [palsolidarity.org/2024/04/women-support/](https://palsolidarity.org/2024/04/women-support/)



Email : [tanwerforumnablus@gmail.com](mailto:tanwerforumnablus@gmail.com)



Lien de la cagnotte :

<https://www.lepotcommun.fr/pot/qufkanen>

